

Nouméa, le 29 septembre 2017

Monsieur le Premier Ministre,

En août dernier, votre Ministre de l'Intérieur a annoncé, par voie de presse, que la police de la sécurité du quotidien serait progressivement déployée dans des « villes tests » d'ici fin 2017-début 2018.

Cette mesure que le Président de la République appelait de ses vœux, ambitionne de restaurer une police de proximité dans les quartiers les plus difficiles de certaines agglomérations.

Nous tenons à vous faire part de notre intérêt tout particulier pour ce dispositif et vous demandons instamment de bien vouloir soutenir auprès du Ministre de l'Intérieur la candidature de la Nouvelle-Calédonie comme site expérimental.

Comme vous le savez, les actes de violence et de délinquance, sous toutes leurs formes, connaissent une aggravation exponentielle dans notre pays. Les incivilités, caillassages, affrontements, règlements de compte entre bandes et troubles à l'ordre public nécessitent, quotidiennement, une présence accrue sur le terrain des forces de l'ordre.

Cette situation est particulièrement vraie aux abords de certains établissements scolaires du secondaire situés dans l'agglomération du Grand Nouméa où nous observons, depuis plusieurs mois, de véritables foyers de violence. Ainsi, le collège George Baudoux, le lycée Lapérouse et le lycée Escoffier sont régulièrement le théâtre d'incidents très graves qui témoignent de l'insuffisance des moyens policiers déployés sur place pour garantir la sécurité des élèves.

Le 15 septembre dernier, c'est aux abords du Lycée du Grand Nouméa, à Dumbéa, qu'a éclaté une bagarre générale opposant une soixantaine d'élèves dont certains munis d'armes de catégorie D, nécessitant l'intervention de 35 gendarmes et d'un hélicoptère.

Soyez convaincu que toutes les mesures sont prises localement, au moyen d'une coopération renforcée entre la Police, la Gendarmerie, la Justice et l'Ecole, pour éviter que de tels événements ne se reproduisent. Le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie prend naturellement toute sa part à cet impératif d'éradication de la violence en milieu scolaire.

Désormais, les établissements du Grand Nouméa sont placés sous haute surveillance. Gendarmerie, police nationale et police municipale sont pleinement mobilisées pour garantir la sécurité des élèves au moment des sorties scolaires et ainsi répondre aux inquiétudes légitimes exprimées par leurs parents.

.../...

Toutefois, notre territoire ne dispose évidemment pas d'effectifs suffisants pour pérenniser la mise en place de ce dispositif et rassurer durablement les Calédoniens face à cette déferlante d'insécurité.

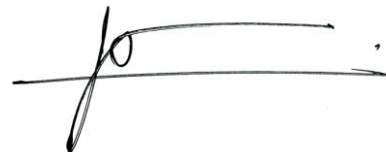
Or il est indéniable que l'installation d'une police de la sécurité du quotidien permettrait d'assurer une présence de terrain renforcée, à la fois visible et rassurante pour la population.

A l'aune du référendum d'autodétermination de 2018 et des tensions, déjà palpables, que ce scrutin risque de générer, vous comprendrez sans nul doute que la sécurité des Calédoniens, en particulier lorsqu'elle concerne les plus jeunes, demeure, plus que jamais, notre principale priorité.

Aussi, nous en appelons directement à votre haute autorité et vous demandons de bien vouloir intervenir auprès du ministère de l'intérieur pour que les communes du Grand Nouméa puissent bénéficier de cette expérimentation.

Convaincus de l'attention vigilante que vous portez à ces sujets qui revêtent un enjeu majeur pour l'avenir et la stabilité sociale du pays, nous vous remercions de nous tenir informés de la suite réservée à la présente démarche.

Dans cette attente, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de notre très haute considération.



Philippe GOMÈS
Député de la 2^e circonscription
de la Nouvelle-Calédonie



Philippe DUNOYER
Député de la 1^{ère} circonscription
de la Nouvelle-Calédonie

Monsieur Édouard PHILIPPE
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne - 75 700 PARIS

Copies à :

- *Monsieur Gérard COLLOMB, Ministre d'État, Ministre de l'Intérieur*
- *Monsieur Thierry LATASTE, Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie*
- *Monsieur Philippe GERMAIN, Président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie*